

Élections législatives au Kosovo, 12 décembre 2010

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Le 2 novembre dernier, le Président de la République par intérim et ancien président du Parlement, Jakup Krasniqi (Parti démocratique, PDK), a dissous le Parlement kosovar et convoqué des élections législatives anticipées pour le 12 décembre prochain après le vote d'une motion de censure, initiée par l'Alliance pour un nouveau Kosovo (AKR) et déposée par 40 députés, qui a fait chuté le gouvernement dirigé par Hashim Thaci (PDK) (66 voix pour sur 120).

Le Président de la République, Fatmir Sejdiu (Ligue démocratique, LDK), a été contraint à la démission le 27 septembre dernier par un jugement du 24 septembre de la Cour constitutionnelle prononcé à la suite de la plainte déposée par 32 députés. Ce jugement notifiait que le Chef de l'Etat avait violé la Constitution en conservant le poste de président de la LDK alors qu'il occupait la plus haute fonction de l'Etat. Fatmir Sejdiu, élu une première fois en 2006 après la mort de son prédécesseur (2002-2005) Ibrahim Rugova, avait été réélu en 2008 et était devenu le premier Président d'un Kosovo indépendant. « *J'étais persuadé que conserver les fonctions de président de la Ligue démocratique sans l'exercer n'était pas contraire à la Constitution. La Cour constitutionnelle a une opinion différente. Je respecte sa décision* » a déclaré Fatmir Sejdiu. Même si elle arrive tardivement, la résignation du Chef de l'Etat renforce l'état de droit au Kosovo.

Après la démission du Président, les deux principaux partis du pays – le Parti démocratique (PDK) et la Ligue démocratique (LDK) – ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur les modalités de la réélection du nouveau Chef de l'Etat qui est, au Kosovo, désigné par les membres du Parlement. Le PDK était opposé au fait que le successeur de Fatmir Sejdiu soit élu pour un mandat de 5 ans, mais souhaitait que celui-ci termine le mandat de son prédécesseur et exerce la fonction jusqu'en janvier 2013. Ce désaccord a conduit, le 15 octobre, la LDK à quitter la coalition gouvernementale qu'elle formait depuis janvier 2008 avec le PDK.

Le Parlement qui sortira des urnes le 12 décembre sera donc appelé à élire le nouveau Président kosovar.

Une crise qui tombe au mauvais moment

La crise politique écorne l'image du Kosovo, un Etat encore en construction et qui s'apprête à engager des discussions avec la Serbie. Le 9 septembre dernier, Belgrade a en effet accepté, devant l'Assemblée générale des Nations unies, de dialoguer avec Pristina après avoir été prévenu que son hostilité risquait d'entraver la progression du processus d'adhésion de la Serbie à l'Union européenne. Cette résolution a d'ailleurs conduit le 25 octobre dernier l'Union européenne à donner son feu vert à l'étude de la candidature de Belgrade. Le 22 juillet dernier, la Cour internatio-

nale de justice (CIJ) de La Haye a déclaré l'indépendance du Kosovo légale au regard du droit international. Le pays, indépendant depuis le 17 février 2008, est reconnu à ce jour par 71 Etats dans le monde, dont 22 des 27 Etats membres de l'Union européenne. La Serbie, comme la Russie, ne l'ont pas reconnu.

Les discussions entre Belgrade et Pristina doivent avoir lieu sous l'égide de Bruxelles. Elles sont d'abord destinées à régler des questions pratiques qui se posent à la population kosovare (Serbes et Albanais confondus) et qui concernent, par exemple, les passeports, les

plaques d'immatriculation des voitures (certains Serbes ont conservé les plaques de l'époque où le Kosovo était une région de Serbie). Les pourparlers doivent aborder les questions économiques. « *Les discussions porteront sur l'avancement de la coopération et l'amélioration de la vie des gens* » a déclaré Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, qui s'est entretenue le 23 septembre avec le Président serbe, Boris Tadic (Parti démocrate, DS), pour fixer les règles du dialogue à venir. « *Nous sommes prêts à discuter et nous le ferons de bonne foi* » a déclaré le Chef de l'Etat serbe. « *Le temps est venu de mettre un terme à un siècle de conflits entre le Kosovo et la Serbie. Le Kosovo a la volonté de dialoguer avec les Serbes sur des questions pratiques comme deux Etats à égalité* » a indiqué le Premier ministre kosovar Hashim Thaci. En octobre dernier, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est rendue à Belgrade et à Pristina où elle a exprimé le souhait de voir le dialogue entre les deux pays débiter – et s'achever – le plus rapidement possible.

La crise politique diffère également le processus de privatisation des entreprises nationales initié par le gouvernement, notamment celui de la poste et des télécommunications qui avait déjà opposé la LDK au PDK. En avril dernier, en effet, le PDK avait voté la privatisation de ce secteur alors que son partenaire de coalition y était défavorable. Le 14 octobre, le Président par intérim, Jakup Krasniqi, a refusé de promulguer la loi.

Les enjeux de la campagne électorale

Les relations entre les deux principaux partis du pays – PDK et LDK - alliés depuis janvier 2008, sont très tendues.

La LDK n'était pas favorable à un scrutin anticipé et n'a d'ailleurs pas voté la motion de censure contre le gouvernement de Hashim Thaci le 2 novembre dernier. Selon le leader de son groupe parlementaire, Ismet Beqiri, la campagne électorale est trop courte et ne permet pas au parti de se préparer correctement au scrutin. Le 7 novembre, le maire de Pristina, Isa Mustafa, a été élu à la tête de la LDK en recueillant 235 voix sur 359 et battant largement l'ancien Président Fatmir Sedjiiu, candidat à sa propre succession. La LDK, en recul depuis la mort d'Ibrahim Rugova le 21 janvier 2006, espère bien profiter de la popularité de son nouveau leader le 12 décembre.

Le PDK devrait conforter son pouvoir lors de ce scrutin législatif. En dépit des scandales de ces dernières années, les Kosovars restent attachés à ce parti qui compte en son sein de nombreux anciens de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) considérés comme des héros de l'indépendance du pays.

« *Ces élections législatives sont un nouveau départ pour le Kosovo* » a déclaré de façon quelque peu paradoxale le Premier ministre sortant à l'issue du vote de la motion de censure contre son gouvernement le 2 novembre. Il répète que la LDK est la seule responsable de la crise politique. Le Chef du gouvernement sortant devrait profiter de l'absence dans cette campagne de l'ancien Premier ministre (2004-2005) Ramush Haradinaj, leader de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), actuellement inéligible car emprisonné au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye pour crimes de guerre. Acquitté une première fois en 2008, le TPIY a ordonné sa remise en détention le 21 juillet 2010. Un nouveau procès sera organisé, la Cour estimant que les témoins n'ont pas été suffisamment protégés.

En cas de victoire le 12 décembre, le PDK pourrait envisager de s'allier avec l'Alliance pour un nouveau Kosovo (AKR) dirigée par l'homme d'affaires Behxhet Pacolli, ainsi qu'avec des partis serbes pour former la prochaine coalition gouvernementale.

Les Serbes du Kosovo restent divisés sur leur participation à ce scrutin anticipé. Ils se sont tournés vers le Président serbe Boris Tadic, seul habilité, selon eux, à statuer sur la question. Randel Nojkic, leader du Mouvement du renouveau serbe, a déclaré que son parti était favorable à une participation au scrutin. Tomilav Nikolic, leader du Parti radical serbe (SRS), a indiqué qu'il ne condamnerait pas les Serbes du Kosovo qui se rendraient aux urnes. Milan Ivanovic, président du Conseil national serbe pour le Nord-Kosovo, a appelé à boycotter le scrutin. Il est impensable que les Serbes participent à des élections qui, selon lui, « *donneraient une légitimité à un Etat quasi indépendant* » ajoutant « *Les Serbes doivent voter pour des institutions serbes* ».

Le système politique kosovar

Le Parlement kosovar monocaméral compte 120 députés élus pour 4 ans au système proportionnel. 20 sièges sont réservés aux minorités: 10 pour les Serbes, 4 pour les Roms, Ashkali et Egyptiens (appelés ainsi car suppo-

sés venir d’Égypte, ces derniers sont musulmans et de langue maternelle albanaise tout comme les Ashkali), 3 pour les Bosniaques, 2 pour les Turcs et 1 pour les Gorani (membres de la communauté slavophone musulmane présente au Kosovo).

Les premières élections législatives du Kosovo indépendant ont eu lieu le 17 novembre 2007.

5 partis politiques sont représentés au Parlement:

- le Parti démocratique (PDK), majoritaire avec 37 sièges, est dirigé par le Premier ministre sortant Hashim Thaci ;
- la Ligue démocratique (LDK), parti de l’ancien Président Fatmir Sejdiu, dirigé par Isa Mustafa, compte 25 députés ;
- l’Alliance pour un nouveau Kosovo (AKR) possède 13 sièges ;
- l’Alliance Ligue démocratique de Dardanie-Parti chrétien-démocrate (LDD-PSDK) compte 11 députés ;
- l’Alliance pour l’avenir du Kosovo (AAK), dirigée par Ramush Haradinaj actuellement emprisonné au TPIY,

possède 10 sièges.

10 partis représentent les minorités : le Parti démocratique turc du Kosovo, le Parti démocratique ashkali, la coalition Vakaf, le Parti démocratique serbe du Kosovo et de Métochie (nom donné par les Serbes à la moitié sud-ouest du Kosovo), le Parti de l’action démocratique, le Parti populaire serbe, Nouvelle démocratie, l’Initiative civique Gora, le Parti serbe du Kosovo-Métochie et la Nouvelle initiative du Kosovo.

Le Président par intérim Jakup Krasniqi a appelé les observateurs internationaux à venir surveiller le scrutin. « *Leur venue aurait un énorme impact sur la crédibilité et la fiabilité du scrutin* » a-t-il écrit dans une lettre adressée à Catherine Ashton. Pieter Feith, représentant spécial de l’Union européenne au Kosovo, a appelé l’ensemble des représentants politiques à « *faire preuve de responsabilité dans l’intérêt national et à assurer une transition souple* ».

Rappel des résultats des élections législatives du 17 novembre 2007 au Kosovo

Participation : 40,1%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti démocratique (PDK)	196 207	34,3	37
Ligue démocratique (LDK)	129 410	22,6	25
Alliance pour un nouveau Kosovo (AKR)	70165	12,3	13
Ligue démocratique de Dardanie (LDD)	57 002	10	10
Parti albanais chrétien-démocrate (PSHDK)			1
Alliance pour l’avenir du Kosovo (AAK)	56 611	9,6	10
Patri réformiste Ora	23 722	4,1	0
Parti de la justice	9 890	1,7	0
Autres (dont minorités)	30760	5,4	24

Source : Parlement du Kosovo

Élections législatives au Kosovo,

Le point à une semaine du scrutin

Le 12 décembre prochain, le Kosovo organise ses premières élections législatives depuis l’indépendance du pays (17 février 2008). 1 630 636 personnes sont appelées aux urnes dont 72 288 nou-

J-7
7 jours avant
le scrutin

veaux électeurs, soit 4,4% du total. 29 partis politiques, dont 8 représentant les Serbes vivant dans le pays, ont été enregistrés par la Commission électorale. Le scrutin a été anticipé d'un an après l'adoption d'une motion de censure le 2 novembre. Le 27 septembre, le Président de la République Fatmir Sejdiu (Ligue démocratique, LDK) avait été contraint à la démission par un jugement de la Cour constitutionnelle qui notifiait que le Chef de l'État avait violé la Constitution en conservant le poste de président de la LDK alors qu'il occupait la plus haute fonction de l'État.

Le scrutin se distingue par le nombre de coalitions électorales qui se sont formées. Ainsi, l'Alliance pour un nouveau Kosovo dirigée par l'homme d'affaires Behxhet Pacolli, s'est alliée avec 7 partenaires dont le Parti social-démocrate (PSD) présidé par l'ancien Premier ministre (2006-2008). « Ces élections législatives seront sans précédent car elles seront organisées par le pays sans implication internationale. Le monde va nous observer et évaluer notre culture démocratique ainsi que notre maturité politique » a déclaré le Président par intérim et ancien président du Parlement, Jakup Krasniqi (PDK), qui a appelé les partis à « une campagne digne dénuée de haine et d'intolérance ». 150 observateurs du Réseau européen des organisations de surveillance des élections (ENEMO) visiteront 700 bureaux de vote. 4 800 observateurs locaux, dont de nombreux membres de l'ONG Démocratie en action, seront sur le terrain pour veiller au bon déroulement du scrutin.

Majoritaire au Parlement, le Parti démocratique, dirigé par le Premier ministre sortant Hashim Thaci, devrait arriver en tête le 12 décembre. « Je crois que le Parti démocratique, qui est la plus grosse machine politique du Kosovo et la mieux organisée, va non seulement conserver son pourcentage de suffrages recueilli en 2007 (34,3%), mais peut-être même l'accroître quelque peu, ce qui lui permettrait de passer à plus de 35% des voix » anticipe le rédacteur en chef du quotidien Koha Ditore, Agron Bajrami. S'il conserve ses fonctions, le Chef du gouvernement sortant, qui espère que les Kosovars pourront bientôt circuler sans visa au sein de l'Union européenne et que son pays deviendra à moyen terme membre de l'OTAN, pourrait très vite entamer un dialogue avec la Serbie. « Hashim Thaci veut investir son image internationale et pourrait très vite démarrer les négociations pour montrer qu'il est le véritable vainqueur des élections et la personne qui compte au Kosovo » a indiqué le politologue Belul Beqaj. Le Kosovo est reconnu par 71 États dans le monde dont 22 États membres de l'Union européenne à l'exception de la Grèce, de Chypre, de l'Espagne, de la Slovaquie

et de la Roumanie. Belgrade, comme Moscou ou Pékin, n'a pas de relations diplomatiques avec le nouvel État. Selon de nombreux observateurs politiques, le PDK pourrait former une coalition gouvernementale avec l'Alliance pour un nouveau Kosovo ainsi qu'avec un ou plusieurs partis serbes.

2^e parti du pays, la Ligue démocratique, parti de l'ancien Président de la République (2006-2010) Fatmir Sejdiu, dirigé par le maire de Pristina, Isa Mustafa, croit en ses chances même si elle est à la traîne dans les enquêtes d'opinion. La LDK, qui pourrait cependant regagner quelques points grâce à la popularité et au charisme de son nouveau leader, a annoncé qu'il excluait de gouverner avec le PDK. « Nous allons former un gouvernement d'hommes à la biographie limpide pour qu'ils puissent véritablement résoudre nos problèmes » a déclaré Isa Mustafa qui, pour effrayer les électeurs, met en avant le fait que le Premier ministre sortant Hashim Thaci s'apprête à s'allier avec les Serbes du Nord du Kosovo.

De l'avis de nombreux analystes, Isa Mustafa a fait deux erreurs stratégiques : renoncer, après avoir affirmé sa volonté de définir « un nouveau programme pour une nouvelle Ligue démocratique », à effectuer les changements attendus dans le parti et se contenter de demi-mesures, et n'avoir pas réussi à garder Ukë Rugova, fils de l'ancien Président de la République (2002-2005) et ex-leader de la LDK, Ibrahim Rugova, au sein du parti. Après avoir échoué à trouver un accord de « réintégration », celui-ci l'a en effet quitté le 10 novembre dernier avec les membres du groupe Ligue démocratique-Ibrahim Rugova qu'il dirige avec Bujar Bukoshi. Ukë Rugova devrait s'allier avec l'Alliance pour l'avenir du Kosovo dont le leader est actuellement emprisonné au TPIY de La Haye. « Nous ne sommes pas en train de nous rallier à l'Alliance pour l'avenir du Kosovo. Nous sommes la Liste Ibrahim Rugova et nous faisons partie de la Ligue démocratique. Malheureusement, nous n'avons pu trouver notre place au sein de notre parti » a déclaré Ukë Rugova.

En dépit de la recommandation des autorités de Belgrade

(celles-ci ont officiellement appelés les Serbes du Kosovo à ne pas participer au scrutin), une grande partie des partis politiques de cette communauté participeront au scrutin. Judita Popovic, députée du Parti libéral-démocrate (LDP), dirigé par Dedomir Jovanovic, a demandé aux Serbes d'exercer leur devoir de citoyen le 12 décembre. « Par leur participation, les Serbes montreraient qu'ils sont prêts à être intégrés dans la société ». Sreten Ivanovic, tête de liste du Ticket des Serbes unis, considère que les élections législatives constituent pour la communauté serbe l'opportunité de résoudre ses problèmes les plus importants. « La participation des Serbes qui vivent au nord de l'Ibar aux institutions du Kosovo est une nécessité si nous voulons continuer à vivre ici. Nous avons boycotté les élections locales et législatives organisées par Pristina et finalement compris que cela ne nous a rien rapporté ». En revanche, l'Assemblée de l'union des municipalités du Kosovo-Métochie (nom donné par les Serbes à la moitié sud-ouest du Kosovo) a appelé les Serbes à ne pas participer au scrutin et condamné l'initiative du Ticket des Serbes unis : « Les Serbes ne doivent pas participer à un processus par lequel ils reconnaîtraient de fait l'indépendance du Kosovo ». Enfin, 104 intellectuels et personnalités de Serbie ont envoyé un message aux Serbes du Kosovo pour les inciter à pren-

dre part aux élections législatives. « L'expérience positive de la participation aux élections locales de 2009 devrait encourager la communauté serbe à renforcer sa position d'entité politique autonome au Kosovo. Nous sommes fortement convaincus que le boycottage est néfaste à la communauté serbe du Kosovo qu'il contribue à ghettoïser » peut-on lire dans le communiqué.

Selon les enquêtes d'opinion, le PDK devrait arriver en tête et renforcer son assise au Parlement. La LDK pourrait enregistrer un recul et perdre sa place de 2^e parti du Kosovo. En l'absence de son leader Ramush Haradinaj, l'Alliance pour l'avenir du Kosovo emmenée par Ukë Rugova est bien placée dans les sondages. 2 autres partis devraient réaliser une percée : le Mouvement pour l'autodétermination (Vetvendosje) d'Albin Kurti et Nouvel esprit (Fryma e Re), fondé et dirigé par Ilir Deda and Shpend Ahmeti, deux jeunes diplômés d'universités américaines et britanniques qui défendent un programme social et de lutte contre la corruption. Selon l'Institut international pour les études balkaniques de Ljubljana (IFIMES), ces deux partis pourraient notamment attirer les plus jeunes électeurs et les indécis.

Quel que soit le résultat, il semble que les élections législatives du 12 décembre renouvelleront en partie la scène politique du Kosovo.

Élections législatives au Kosovo, 12 décembre 2010

Le Parti démocratique du Premier ministre sortant Hashim Thaci arrive en tête des élections législatives kosovares mais pourrait avoir des difficultés à former un gouvernement

Le Parti démocratique (PDK) du Premier ministre sortant Hashim Thaci est arrivé en tête des élections législatives anticipées qui se sont déroulées au Kosovo le 12 décembre. Selon des résultats partiels portant sur 99%, il aurait recueilli 33,5% des suffrages. Il devance son principal rival, la Ligue démocratique (LDK) dirigée par le maire de Pristina, Isa Mustafa, qui a obtenu 23,6% des voix.

Le Mouvement pour l'autodétermination (Vetvendosje) d'Albin Kurti, positionné à gauche, hostile à la présence étrangère dans le pays et prônant le rattachement du Kosovo à l'Albanie, arrive en 3^e position avec 12,2%. Il est suivi de l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK), de Ramush Haradinaj actuellement emprisonné au Tribunal pénal international de La Haye (TPIY), qui a recueilli 10,8%. En revanche, Nouvel esprit (Fryma e Re), parti fondé et dirigé par Ilir Deda and Shpend Ahmeti, n'est pas parvenu à dépasser le seuil des 5% de suffrages indispensables pour être représenté au Parlement.

RÉSULTAT

Élections législatives au Kosovo 12 décembre 2010

La participation totale s'est élevée à 47,5%, soit +7,4 points par rapport aux élections de novembre 2007.

Les Serbes vivant dans les enclaves situées dans le Sud du Kosovo se sont rendus aux urnes (41% de participation à Gracanica, 48% à Strpce, 50% à Partes et 50,32% à Novo Brdo) tandis que la participation a été quasiment nulle parmi ceux vivant dans le Nord du pays. Le Kosovo compte environ 120 000 Serbes. Le gouvernement de Belgrade, qui revendique toujours le Kosovo comme une de ses provinces, avait appelé à boycotter le scrutin.

Ces élections législatives, les premières depuis l'indépendance du Kosovo (17 février 2008), étaient considérées par l'Union européenne et par les Etats-Unis comme un test de la maturité démocratique du pays. Le vote a été surveillé par 32 000 observateurs, dont 840 étrangers, et la police avait mobilisé 6 000 hommes pour assurer le bon déroulement du scrutin.

« La victoire est à nous ! Les élections législatives étaient un référendum sur l'avenir européen du Kosovo. Le Parti démocratique a enregistré ce soir une victoire historique, profonde et décisive » a déclaré Hashim Thaci à l'annonce des résultats. « Le Kosovo vote pour un avenir européen, pour la libéralisation des visas, pour un Kosovo faisant partie de l'OTAN, pour l'intégration à l'Union européenne et à l'Organisation des nations unies » avait-il déjà affirmé en se rendant aux urnes.

« Le Parti démocratique de Hashim Thaci jouit du soutien d'une base électorale très disciplinée » indiquait, avant les élections, Krenar Gashi, journaliste et directeur de recherches du think tank KIPRED. La fidélité de l'électorat du PDK lui a permis de résister à la poussée des nouveaux partis. En dépit des scandales de ces dernières années, les Kosovars restent effectivement très attachés au PDK qui compte en ses rangs de nombreux anciens de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) considérés comme des héros de l'indépendance du pays.

La Ligue démocratique, membre, il y a quelques semaines encore, du gouvernement dirigé par Hashim Thaci, a pâti de la courte durée de la campagne électorale, et n'a pas disposé du temps suffisant pour affirmer son opposition à son ancien partenaire gouvernemental. Cependant, son leader Isa Mustafa poursuivait dans ces élections un objectif de plus long terme, souhaitant sans doute davantage renforcer la LDK que s'imposer à tout prix dans les urnes. Le maire de Pristina sait qu'il lui faudra du temps pour construire un parti capable de sé-

duire de nouveaux électeurs et capable de concurrencer le PDK et ses autres rivaux.

« Albin Kurti était en marge, mais il était là, il existait. C'était déjà une alternative existante auparavant et il offre de nouvelles possibilités dans une situation nouvelle » a déclaré l'analyste politique Ramush Tahiri. Vice-président du syndicat des étudiants de l'université de Pristina, Albin Kurti a été le principal organisateur des manifestations non-violentes de l'automne 1997 et du printemps 1998 au Kosovo. Il a ensuite été porte-parole de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) avant d'être emprisonné 2 ans par les Serbes (1999-2001). Libéré, il prend la tête d'un mouvement nationaliste non-violent et s'élève contre la présence étrangère au Kosovo et la corruption endémique. « L'Union européenne devrait nous envoyer des médecins et des économistes, pas des policiers et des juges. Ils nous qualifient de nouveaux nés mais ils nous jettent dans l'arène comme des gladiateurs. Qu'ils nous traitent comme des adultes, nous pouvons nous débrouiller tous seuls » a déclaré Albin Kurti.

Avec 16% des suffrages et une 3^e place pour sa première participation à des élections législatives, le leader du Mouvement pour l'autodétermination pourrait participer au renouvellement de la classe politique kosovare.

Le prochain gouvernement kosovar aura la lourde tâche de poursuivre la construction de l'Etat. Il devra conduire le dialogue avec la Serbie souhaité par l'Union européenne et les Etats-Unis, obtenir la libéralisation des visas, normaliser le statut du Nord du Kosovo – territoire que Pristina ne contrôle toujours pas –, rapprocher le pays de l'UE et préparer son entrée dans l'OTAN.

La situation économique et sociale du pays reste précaire : 45% des Kosovars vivent en dessous du seuil de pauvreté, dont 15% dans une situation extrême. L'ensemble des partis ont fait campagne sur les thèmes de la relance économique, de la réduction du taux de chômage (qui affecte 48% de la population active) et de la lutte contre la corruption, endémique dans le pays. Hashim Thaci a promis d'augmenter les salaires (jusqu'à 50% pour les fonctionnaires de l'Etat), de construire des autoroutes et de négocier la suppression des visas pour les Kosovars souhaitant se rendre dans l'Union européenne ou aux Etats-Unis. Isa Mustafa avait centré ses discours sur le mécontentement croissant de la population ainsi que sur la lutte contre la corruption et le crime organisé.

Les deux principaux partis ont exclu de s'allier pour former le prochain gouvernement. Ils devront donc composer avec l'une ou plusieurs des 27 partis – dont 15 représentent les minorités ethniques du pays – qui étaient en lice pour ce scrutin. Le Mouvement pour l'autodétermination et l'Alliance pour l'avenir du Kosovo ont explicitement fait savoir qu'ils ne souhaitaient pas rejoindre

une coalition dominée par le PDK. « *Nous allons connaître des temps difficiles après ces élections législatives car il faudra plus de 2 partis pour former un gouvernement et au final, il n'y aura pas de gouvernement stable pendant les 4 prochaines années* » a indiqué Ardian Arifaj, éditorialiste au quotidien Koha Ditore.

Résultats des élections législatives du 12 décembre 2010 au Kosovo

Participation : 47,8%

partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis
Parti démocratique (PDK)	33,5
Ligue démocratique (LDK)	23,6
Mouvement pour l'autodétermination (Vetvendosje)	12,2
Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK)	10,8
Autres	19,9

Source : Commission électorale centrale du Kosovo
<http://www.kqz-ks.org/SKQZ-WEB/al/materiale/Rezultatet%20Preliminare%20%202010.pdf>

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

Clivages et compromis politiques au Parlement européen : comment vote-t-on à

Strasbourg? (1^{ère} partie) Question d'Europe n°189 - 13/12/2010 - Thierry Chopin, Camille Lépinay

"L'euro n'existe pas politiquement, il faudra bien qu'une autorité politique parle de l'euro".

Entretien d'Europe n°51 - 08/11/2010 - Jean-Paul Betbèze

"Élection" présidentielle en Biélorussie – Le point à une semaine du scrutin – 19/12/2010

Ouvrage : For Europe - 1^{ère} Edition - Editeur : Nagel

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.